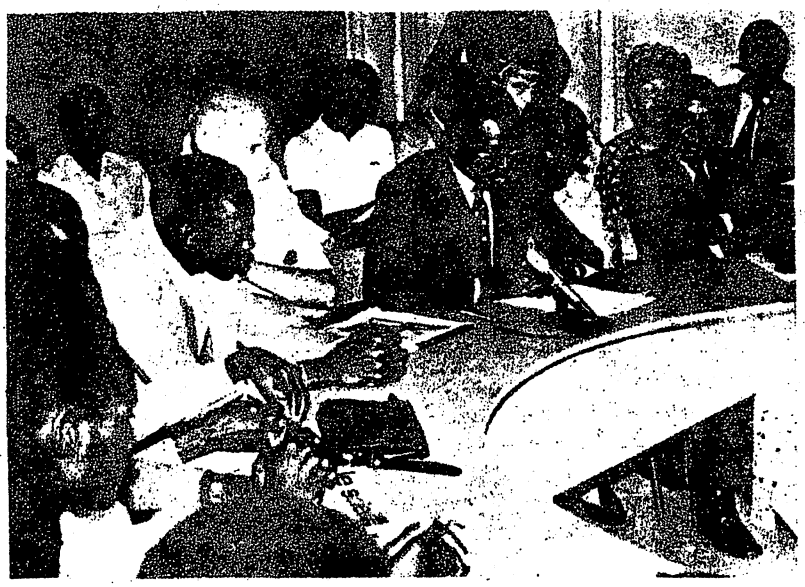
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Nº 118 - 11 avril 1983 PRIX : 2 Frs

SENEGAL



LE GOUVERNEMENT au secours des BOURGEOIS NATIONAUX

SOMMAIRE
VOIR
AU VERSO

SOMMAIRE

Page 3 :

SENEGAL : On est mieux servi que par-soi- même.

Page 3 :

MALI : A défaut de gagner la jeunesse intellectuelle ...

Page 4 :

COTE-D'IVOIRE : Petits règlements de compte entre les agents du PDCI

Page 5 :

SECHERESSE en Afrique de l'Ouest

Page 6 et 7

FRANC CFA : Une des facettes de la domination française

Page 8 :

FRANCE : Après les élections, des mesures contre les travailleurs.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an
Pli ouvert : 24 F
Pli fermé : 48 F

ADRESSE

VOIR ENCADRE PAGE 7

éditorial

SENEGAL : LE GOUVERNEMENT AU SECOURS DES BOURGEOIS NATIONAUX

Le gouvernement de Diouf vient d'obtenir pour les bourgeois sénégalais une remise allant jusqu'à 40 % des intérêts qu'ils doivent verser aux banques qui leur ont prêté de l'argent. C'est ce qui ressort d'un accord conclu en commun le 24 mars, à Dakar, entre les bourgeois nationaux et les banques nationales et la plupart des banques privées, avec la garantie de l'Etat sénégalais.

Commentant cette mesure un représentant des banques d'Etat a déclaré que l'accord permettra " aux hommes d'affaires sénégalais d'aborder l'avenir avec optimisme ". Le souci du gouvernement, " " conscient des difficultés " dues, selon le ministre du Plan, à la crise économique mondiale, était de permettre aux bourgeois nationaux de " relancer leurs affaires ".

Il n'est pas étonnant que le gouvernement vienne en aide aux exploiteurs sénégalais. Ceux-ci, même s'ils ne laissent pas des miettes aussi importantes que celles de l'impérialisme aux dirigeants, peuvent rendre des services appréciables à l'Etat. Sous prétexte de " relancer " l'économie nationale, de partir sur un bon pied, le gouvernement fait des cadeaux aux capitalistes sénégalais par la remise des 40 % .

Or, les plus à plaindre, ce ne sont certainement pas ces capitalistes mais les travailleurs des villes qui touchent un salaire de misère; ce sont les paysans des campagnes écrasés d'impôts et des dettes de l'Etat à travers les engrais et le matériel agricole pris à crédit; ces paysans à cause de mauvaises récoltes n'arrivent pas, sur plusieurs années, à rembourser les dettes. Mais ce ne sont justement pas les salaires qui sont relevés ou les dettes qui sont allégées, voire supprimées. L'Etat menace les paysans ou il refuse de donner de nouveaux engrais , d'accorder de nouveaux crédits tant que les dettes antérieures ne sont pas réglées.

Cependant pour aider les capitalistes, l'Etat n'hésite pas à voler à leur secours. Comme l'argent que l'Etat place dans les banques nationales, ou qu'il prête à ces capitalistes provient principalement des impôts et taxes diverses, c'est en fin de compte la population qui paie pour enrichir la classe bourgeoise; c'est elle qui paie pour faire marcher les affaires des capitalistes sénégalais. En plus comme les banquiers privés qui ont signé l'accord ne sont pas des philantrophes, il faudrait bien que les remises soient payées par une institution quelconque. Ce ne pourrait être que le gouvernement sénégalais garant de l'accord. Et si c'est le cas, ce serait encore les contribuables sénégalais qui devraient payer l'addition.

Mais ces cadeaux faits aux bourgeois pour leur permettre d' exploiter un peu plus les travailleurs ne relanceront certainement pas l'économie sénégalaise. Car c'est le monde capitaliste qui est en crise; et même les pays capitalistes avancés n'arrivent pas encore à trouver un moyen de s'en sortir. On voit donc mal comment un pays sous-développé comme le Sénégal peut réaliser une "relance économique " à l'échelle nationale.

sénégal : ON N'EST JAMAIS MIEUX SERVI QUE PAR SOI-MÊME

La nouvelle équipe gouvernementale a été formée le 6 avril, la veille de la " fête nationale." Moustapha Niasse est nommé premier ministre mais pas pour longtemps.

Dans son discours Abdou Diouf a dit qu'il allait proposer une révision constitutionnelle portant sur la suppression du poste de premier ministre. Le moment est donc venu, a-t-il déclaré, de procéder à des changements institutionnels devant permettre au chef de l'Etat de diriger, d'animer et de contrôler directement l'administration..."

Visiblement Diouf veut être tout seul aux commandes de l'Etat. Il ne veut pas d'un second, fut-il sous son autorité, qui risque de rivaliser avec lui. De ce côté-là il imite bien son prédécesseur Senghor. Ce dernier avait dû nommer au tout début de l'indépendance Mamadou Dia comme Président du Conseil - l'équivalent de premier ministre- Mais trés vite Senghor a supprimé ce poste et enfermé son " second" en prison car celui-ci était devenu un concurrent. Ce n'est que quelques années avant son départ que Senghor nomma Diouf comme premier ministre pour lui laisser sa place.

Diouf va donc appliquer la leçon avant qu'il ne soit trop tard.

mali

* * * * * * *

A DEFAUT DE GAGNER LA JEUNESSE INTELLECTUELLE

* * * * * MOUSSA TRAORE VOUDRAIT L'ACHETER * * * * *

Le dictateur gallonné de Bamako veut embrigader de force la jeunesse malienne. En effet Moussa Traoré, en tant que sécrétaire général de l'Union Démocratique du Peuple Malien - UDPM - a pondu une circulaire dont voici un extrait : " Le Bureau Exécutif Central, préoccupé par l'unité de notre jeunesse ainsi que la nécessité de la faire participer de façon plus engagée et plus disciplinée à l'oeuvre de construction nationale, a décidé que désormais l'appartenance à l'Union Nationale des Jeunes du Mali - UNJM - conditionne l'obtention d'une bourse d'études et l'accés à un emploi de la Fonction publique ou du secteur d'Etat. "

Le fait que Moussa Traoré et ses sous-fifres aient décidé de prendre de telles mesures arbitraires n'est pas étonnant car c'est bien dans le milieu de la jeunesse que la contestation se cristallise.

En effet depuis 1977 les étudiants et élèves ont rejeté en grande majorité l'UNJM créée par les oppresseurs gallonnés. Cette jeunesse a eu à mener des luttes quasiment chaque année contre la réforme de l'enseignement et contre la dissolution de leur organisation, l'Union Nationale des Etudiants et Elèves du Mali.

Il y a fort à parier que la jeunesse qui boudait hier l'organisation fantoche, l'UNJM de Moussa Traoré continuera de protester sous d'autres formes; par ce que l'UNJM ainsi que l'UDPM, l'UNFM et l'UNTM ne sont que des boutiques vides dirigées par les agents du pouvoir avec la seule et unique conviction d'avoir des avantages personnels : par exemple être un jour député ou ministre.

Dans ces conditions nos gallonnés peuvent pondre des circulaires sur circulaires et faire des pressions inadmissibles par l'intermédiaire de la bourse mais cela ne rendra pas forcément populaire l'UNJM.

le rêve d'un ambassadeur à PARIS

Le nouvel ambassadeur du Mali à Paris a convoqué presque toutes les organisations des travailleurs maliens en France pour leur demander de fusionner en une seule car il y en a quatre. Ce monsieur trouve que cela fait trop d'organisations maliennes. Parmi elles, il y a :

- l'ATMF - (Association des Travailleurs Maliens en France) et
- le RTMF - (Regroupement des Travailleurs Maliens en France).

La première est modibiste, la seconde est liée au pouvoir actuel. Notre nouveau diplomate habitué sûrement aux méthodes de force se croit-il à Bamako ? Là-bas pour faire fusionner ou dissoudre des organisations, il suffit que Traoré décide. Mais ici, nous avons quand même la possibilité de dire non. Nous ne voulons surtout pas une organisation unique des travailleurs embrigadée par le commis de Traoré à Paris.

Côte d'Ivoire : petits règlements de compte entre les agents du parti unique

Sept secrétaires généraux de sous-sections du PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire), parti unique au pouvoir, ont été destitués récemment. Le régime ivoirien les accuse d'avoir détourné les sommes collectées après le placement des cartes du parti. Les sommes détournées s'échelonnent entre 7 et plus de 72 millions de francs CFA.

Il ne fait aucun doute pour personne que les détournements de fonds n'ont rien à voir avec ces destitutions. D'ailleurs les personnes concernées ne sont pas poursuivies en justice. Pour ces gens, les détournements de fonds publics, cela fait partie des habitudes politiques. A ce propos, voici ce que disent les responsables du PDCI pour expliquer la destitution d'un des leurs, un certain monsieur Djina :

" En 1980, Mr Djina n'a effectué aucun versement; une demande d'explications lui fut envoyée, suivie d'un avertissement. En 1981, il reçut 10 000 cartes; 2650 cartes furent retournées au parti. Alors qu'il devait verser à la direction du parti 13 406 000F, aucune somme ne fut versée (...). Conséquence un second avertissement fut adressé à Mr Djina. En 1982, il reçut également 10 000 cartes et aucune somme ne fut versée à la direction du PDCI ". Cela se passe de commentaire. M. Djina a été jugé soit" incapable de diriger sa sous-section " soit " coupable de détourtement ". Les raisons invoquées pour les autres secrétaires déchus sont de la même nature.

En Côte d'Ivoire, la cotisation au parti (pour avoir la carte de membre) est obligatoire. L'argent est directement perçu sur les salaires pour ceux qui en perçoivent. Quant au reste de la population, elle est rançonnée par les agents du PDCI qui n'hésitent pas par exemple à bloquer les taxi-brousse s et obligent les voyageurs à acheter la carte du parti.

Or il se trouve que pendant près de 15 ans il n'y a jamais eu le moindre contrôle sur l'utilisation des millions de francs collectés chaque année. Et aujourd'hui des secrétaires sont poursuivis pour des détournements de sommes pratiquement dérisoires par rapport à ce que les politiciens détournent habituellement.

... / ...

Il faut y voir là un règlement de comptes au sein de l'appareil. Les raisons ne manquent pas, en dehors des rivalités, il est possible que cela soit lié aux remous suscités par le transfert de la capitale, ou à d'autres raisons de politique locale. Il est bien vrai que qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. C'est peut-être ce qui se passe en ce moment. Seulement en l'occurence, ceux qui accusent sont aussi atteints de la même rage.

Sécheresse en Afrique de l'ouest

L'INACTION DE NOS GOUVERNEMENTS FACE A CE FLEAU

La sécheresse qui frappait jusqu'à présent les pays sahéliens s'est étendue, cette année dans la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest. Le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire sont touchés. La saison des pluies a été déficitaire cette année. Cela s'est traduit par une progression de la sécheresse qui a ravagé des régions entières qui, jusque là, ont été épargnées par ce fléau. Cela a entraîné des feux de brousse immenses. Les récoltes sont compromises ou déjà en partie détruites.

Le Ghana est par exemple menacé de famine qui risque de faire des centaines de milliers de victimes. La situation dans ce pays est d'autant plus dramatique qu'il vient d'acceuillir des centaines de milliers de ses ressortissants expulsés du Nigéria.

En Côte d'Ivoire, on parle de " catastrophe nationale " à propos des feux de brousse qui ont détruit 250 000hectares de plantation de café et cacao et 400 000hectares de forêts. Les feux de brousse ont pourtant lieu tous les ans. Les paysans ont l'habitude de brûler des forêts pour faire du défrichage ou attraper du gibier. Ces feux sont habituellement plus ou moins maîtrisés. Mais cette année, les feux se sont étendus de manière catastrophique et ont même causé mort d'hommes. Le ministre ivoirien des Eaux et Forêts estime les pertes à 65 % en matière de production agricole.

Il a fallu une " catastrophe nationale " pour que les autorités se réveillent pour parler enfin d'une " possibilité d'obtenir des camions citernes " et créer un groupement de sapeurs forestiers. C'est aujourd'hui seulement que les autorités parlent d'organiser une action de sensibilisation auprès des paysans pour expliquer les conséquences et les dangers des feux de brousse.

Même si la Côte d'Ivoire n'a pas connu jusqu'à présent, une catastrophe de cette ampleur, il était tout de même à prévoir qu'après une déforestation massive qu'a connu ce pays ces dernières années, son équilibre climatique et écologique allait connaître un coup fatal. Au début de l'indépendance, on déboisait ainsi 500 000hectares de forêts par an pour faire place aux cultures industrielles (café et cacao essentiellement) sans tenir compte des conséquences. De la forêt qui s'étendait à petre de vue notamment au Sud du pays, il n'en reste que des lambeaux. La terre a perdu cette couverture végétale qui la protégeait contre le soleil et contre l'érosion.

Aujourd'hui, il suffit que la saison des pluies soit déficitaire ou que la saison soit plus longue que d'habitude pour que cela se traduise par des menaces de toutes sortes. Il est facile de mettre toutes les responsabilités au compte de la nature ou de la fatalité. Que le climat varie d'une année à l'autre c'est tout à fait normal, mais que ces variations produisent de telle catastrophe ce n'est pas normal. Ce sont des choses qui sont prévisibles surtout avec le niveau de la science et de la technologie à l'heure actuelle. Seulement la science et la technologie sont aux mains des capitalistes qui les utilisent non pas au profit des hommes et de la nature mais pour leurs intérêts personnels.

FRANC CFA

UNE DES FACETTES DE LA DOMINATION FRANÇAISE

Depuis le 21 mars, date de le dernière dévaluation du franc français et surtout depuis l'annonce des mesures d'austérité prises par le gouvernement français, l'inquiétude règne dans les milieux économiques africains. Il s'agit des douze pays africains et les Comores, pays dont la monnaie, le franc CFA pour la quasi- totalité d'entre eux a une parité fixe avec le franc français.

Ces pays font partie de la zone franc. Leur monnaie n'a de valeur internationale que par rapport au franc français; c'est dire que toute dévaluation de cette monnaie entraîne aussi la leur. Une réunion des pays de la zone franc a donc été prévue à Paris pour le 26 avril. Il y sera question notamment des conséquences de la dévaluation du franc français et des mesures de rigueur prises en France sur l'économie de ces différents pays.

En sortira quelque chose de positif? Il est permis d'en douter. Car l'institution même de la zone franc fait partie des mécanismes mis en place pendant la colonisation pour permettre à l'impérialisme français de contrôler, diriger l'économie de ses anciennes colonies mais surtout de se réserver un marché priviligié, à l'abri de la concurrence des autres pays capitalistes.

Avant les indépendances, les colonies françaises faisaient partie d'un même ensemble économique dont les monnaies étaient basées sur le franc français. Leur économie ne pouvait se définir qu'à l'intérieur d'un cadre unique appelé zone franc. Toute transaction économique dans les colonies se faisait dans le cadre tracé par la France en fonction des intérêts des capitalistes français. Les indépendances n'ont en rien modifié cet état de faits.

La France a signé une serie d'accords économiques avec ses anciennes colonies. Parmi ceux-ci figure l'accord de coopération monétaire par lequel le Trésor français donne sa garantie totale au franc CFA, monnaie commune de la grande majorité des anciennes colonies françaises d'Afrique. A l'heure actuelle le Benin, le Cameroun, la Centrafrique, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali, le Niger, le Tchad et le Togo sont liés à la France par ces accords. Appelés pays de la zone franc, ils bénéficient officiellement d'une certaine couverture monétaire du fait de la parité de leur monnaie avec le franc français. Cet accord concerne aussi le Sénégal et le Gabon.

En contre partie la France a un droit de regard sur la politique économique de tous ces pays. Non seulement c'est elle qui décide de leur politique économique mais les relations économiques de ces pays avec les pays tiers ne peuvent se faire que par le biais du franc français, avec l'aval du Trésor français. C'est un moyen comme un autre de limiter la pénétration des entreprises concurrentes dans des pays qui, de fait sont des chasses gardées pour les capitalistes français. Ces derniers peuvent y investir à loisir, rapatrier leurs bénéfices sans avoir à subir de contrôle de change. La plupart des opérations économiques y sont effectuées pratiquement hors du contrôle des bourgeoisies locales et même des Etats.

Par contre il suffit que la monnaie française connaisse la moindre difficulté - une dévaluation par exemple - et les premiers à en faire les frais, ce sont les pays dont la monnaie n'a de valeur que par rapport au franc français. En définitive ces pays paient aussi les conséquences des spéculations financières et autres opérations hasardeuses des capitalistes français. Ils n'ont aucun espoir d'en tirer un quelconque avantage.

.../...

La dévaluation du franc français est censée permettre à la bourgeoisie française ou bien d'accroître ses exportations ou du moins d'accroître le profit qu'elle réalise sur ses exportations; il n'est même pas donné aux bourgeoisies des pays africains de tirer un avantage similaire mais pour elle même, de la dévaluation du franc CFA. Car que produisent nos pays ? Des matières premières dont les prix ont considérablement baissé sur le marché mondial. La dévaluation n'aura aucune incidence positive sur les exportations des pays concernés.

Par contre la plupart des pays de la zone franc importent des produits finis dont une partie est payée en devises ou du pétrole qu'il faut payer en dollar. C'est dire que leurs dettes ne cesseront pas de s'accentuer, bien au contraire.

Face à cette situation, le choix paraît bien mince pour nos pays. Car le maintien dans le système imposé par l'impérialisme signifie la soumission aux conditions que celui-ci impose, avec comme conséquence le paiement d'un lourd tribut. Tribut que les populations laborieuses paient de leur sang, de leur chair.

Alors certains diront qu'il vaut mieux avoir une monnaie, même liée au franc français que de connaître le sort des pays comme la Guinée ou Madagascar, pays qui ont préféré avoir leur propre monnaie et qui subissent la pression de l'impérialisme.

Mais justement qu'on en arrive à ce genre de solutions qui reviennent à choisir entre la peste et le choléra, c'est bien le signe que les indépendances juridiques accordées sur un plateau à nos dirigeants n'ont rien changé quant à la situation dans nos pays.

Car rien que par le biais des pressions économiques, l'impérialisme français ou autre réussit à maintenir dans son giron les anciennes colonies. Quoi qu'en disent les nationalistes, c'est bien la situation coloniale qui se perpétue, que cela s'appelle coopération monétaire ou pas.

Eh oui, l'histoire du CFA montre s'il en était besoin que les indépendances nominales n'ont en rien fait disparaître l'exploitation coloniale de nos pays. Le problème à cet égard n'est plus une question de monnaie ou d'économie nationale à bâtir. Il s'agit de s'attaquer au système capitaliste, générateur de l'impérialisme.

Ce système est mondial et ce n'est que sa destruction à l'échelle internationale que l'exploitation sous toutes ses formes disparaîtra de la terre.

* * * * * A NOS LECTEURS ET ABONNES * * * * *

NOTRE ADRESSE HABITUELLE ETANT PROVISOIREMENT SUSPENDUE, NOUS PRIONS NOS LECTEURS ET ABONNES D'INTERROMPRE TOUTE CORRESPONDANCE AU JOURNAL POUR LE MOMENT - MERCI -

* * * * * * * * * *

France

après LES ELECTIONS des mesures contre les travailleurs

A peine les élections municipales achevées, le gouvernement socialiste a aussitôt pris un certain nombre de mesures économiques qui touchent directement l'ensemble de la population travailleuse.

Il y a d'abord l'impôt supplémentaire de 1 % sur les revenus imposables de 1981. Ensuite, l'Etat emprunte d'office pour trois ans une somme équivalente à 10 % de l'impôt payé en 1982, et ceci concerne ceux qui paient 5 000 Frs d'impôt et plus. N'empêche que cette mesure touche tous les célibataires qui ont au moins un salaire de 4 000 Frs par mois, les couples avec de revenus modestes etc... A cela s'ajoutent d'autres mesures comme le paiement de 20 Frs par jour d'hospitalisation, l'augmentation des tarifs publics comme ceux du gaz et de l'électricité et bientôt l'augmentation des tarifs de transports en commun. Et pour ceux qui avaient l'intention de partir en vacances à l'étranger, en dehors de la zone franc, leurs moyens seront limités à 2 000FF en devises étrangères avec l'instauration d'un carnet de change.

Toutes ces mesures prises soi-disant pour lutter contre la crise, ne frappent pas les riches, les capitalistes qui sont responsables, mais les petites gens. Ainsi le gouvernement récupère des dizaines de milliards de francs pour renflouer les caisses de l'Etat et aider les capitalistes.

Certes, dans les pays occidentaux, la situation peut paraître enviable tant sur le plan économique que politique par rapport à l'Afrique. Les travailleurs, les petites gens ont la liberté de choisir, par les élections, l'équipe qui va gouverner le pays. Et cela ne va pas sans illusions d'autant plus que les partis qui se réclament des travailleurs comme le PS et le PC font croire que tout peut changer par les élections. Ce qui se passe actuellement en France nous montre bien qu'il n'en est rien. Le PS et le PC ont prétendu défendre les intérêts des petites gens, des travailleurs, mais une fois au pouvoir, ils font exactement comme les hommes de droite tels que Giscard et autres. Ils prennent des mesures au détriment des pauvres dans le même temps qu'ils aident les riches.

Alors, s'il est assurément mieux de vivre dans une démocratie que dans une dictature, on voit bien tout de même que la démocratie telle qu'elle se pratique dans les pays capitalistes dits démocratiques, ne signifie pas que la masse des travailleurs, des petites gens dirige réellement les affaires publiques; pas plus finalement que dans une dictature. Dans la seconde, on ne demande même pas l'avis de la population travailleuse. Dans la première, on demande son avis, et ensuite on n'en tient pas compte.

Démocratie veut dire éthymologiquement le gouvernement du peuple.

Mais pour que le peuple travailleur exerce réellement son pouvoir, il n'y a pas à dire, il ne suffit pas qu'il ait le droit de voter ! Alors se battre pour se battre, que ce soit en France ou en Afrique, autant que les classes travailleuses se battent non seulement pour le droit de voter et d'élire, mais pour le contrôle des richesses économiques et pour l'exercice du pouvoir par elles-mêmes.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu 'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intêrêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane , animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste , toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place , au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays , les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et , plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.